

Le vote utile pour la gauche

N Sarkozy a tellement promis, tellement menti et tellement capitulé que la colère et le rejet éclatent aujourd'hui contre le Président des riches alors même que le chômage fait rage et que la croissance s'enraye.

Il a tellement promis et menti

Il avait promis 5 % de chômeurs en 2012. Mais avec 10 % il a acquis le titre de président du chômage.

En travaillant plus on devait gagner plus, mais les salaires réels diminuent, tandis que ses « contrats de compétitivité » inspirés par le Medef préparent la baisse des salaires nominaux.

Il avait promis de mettre au ban les pays accueillant des paradis fiscaux et de taxer les banques, mais ce sont les ménages qui sont attaqués avec sa TVA sociale.

À coup de milliards de fonds publics, la sidérurgie, l'automobile, leurs emplois et leurs sites devaient être sauvés et l'industrie relancée, mais les patrons ont pris l'argent, délocalisé et mis les salariés en chômage total ou partiel. La part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée marchande totale en France est désormais la plus faible des pays de l'Union européenne avec le Royaume-Uni.

Elle devait être le grand chantier du quinquennat, mais la réforme de la dépendance des personnes âgées ne sera pas réalisée « faute de moyens ». Tous les services publics sont rognés, mais les cadeaux aux entreprises et aux plus riches sont préservés et renforcés. Au total, la dette publique dans le PIB est passée de 64,2 % en 2007 à 88,3 % en 2012.

Il a tellement capitulé et échoué

Devant B. Obama, il a cédé sur ses velléités de transformation du système monétaire international et de discussion sur le statut du dollar.

De même, il a cédé sur la souveraineté des pays de la zone euro, sur leurs politiques budgétaire, économique et sociale. Il s'est incliné devant le refus de A. Merkel d'un financement à taux réduit des dettes d'État par la BCE *via* le FESF, auquel il proposait d'accorder une licence bancaire. Il a capitulé devant la chancelière sur le traité imposant l'austérité aux peuples européens. Résultat : à peine les États ont-ils entériné le MES et se préparent à entériner le pacte de stabilité budgétaire que l'Espagne annonce qu'elle ne pourra pas respecter les exigences de réduction de déficit de son budget 2012.

La montée des luttes en Espagne comme en Grèce et ailleurs en Europe ont fortement contribué à ouvrir cette première brèche.

La gauche au défi

L'espoir que la gauche tourne rapidement la page de cette funeste période se renforce. Il ne doit pas être déçu car ce serait son échec comme en Espagne ou en Grèce. **C'est l'enjeu de la nouvelle phase de la campagne présidentielle et législative.**

Cela place toute la gauche devant d'immenses responsabilités.

Le rejet de Sarkozy ne doit pas masquer les doutes sur les propositions économiques et sociales portées par la gauche : 53 % des Français (contre 40 %) ne trouvent pas crédibles celles portées par F. Hollande. Celui-ci tient un discours social et d'avancées démocratiques tout en cherchant à ménager les marchés financiers comme il l'a fait à la City.

Tandis que le Front de gauche doit, à partir de la base de son programme « L'humain d'abord », poursuivre le travail d'enrichissement et de cohérence comme sa mise en discussion.

L'emploi et le pouvoir d'achat

La sécurisation et la promotion de l'emploi et de la formation, le SMIC à 1 700 euros et l'augmentation des salaires seront facteurs de relance de l'économie et participeront de la solution à la crise actuelle. De même, mobiliser les moyens financiers et démocratiques nouveaux pour réorienter l'argent public comme celui des banques et des entreprises actuellement monopolisés par la logique des marchés sera tout aussi nécessaire.

À partir du constat d'une efficacité supérieure de l'industrie allemande, que l'on présente mensongèrement comme le résultat d'un coût du travail plus bas, on cherche à cacher les immenses prélèvements financiers des grands groupes et leurs actionnaires sur toutes les entreprises. Or l'avantage de l'industrie d'outre-Rhin résulte, avant tout, de rapports bien meilleurs entre leurs banques et leurs entreprises.

C'est avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés, la réduction de la dépendance des marchés financiers et une responsabilisation sociale des grandes entreprises, qu'une industrialisation nouvelle appuyée sur une recherche et des services modernes sera possible.

Les services publics

Au lieu de leur privatisation ou leur bradage, une relance et une expansion des services publics permettront de répondre aux nouveaux défis de notre société (démographie, écologie, révolution des transports...), pour une croissance nouvelle durable visant un autre type de civilisation.

Banques et BCE

La mise en œuvre de ces objectifs sociaux exige une mobilisation des moyens financiers. Attention à l'illusion sur la sortie de l'euro. Il ne s'agit pas de sortir de l'euro, mais de l'utiliser autrement.

Mobiliser le crédit en France et changer le rapport des banques aux entreprises et à la société avec :

- **Un Pôle public financier.** Avec des mesures de taxation des banques et une mutualisation des garanties entre elles, ce pôle, directement et par coopération avec toutes les banques, inciterait à un **autre type de crédit** : une baisse sélective des taux d'intérêt, jusqu'à zéro voire négatifs, pour des crédits aux entreprises pour leurs investissements matériels et de recherche, avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés que sont programmés plus d'emplois et de formations.

- **Des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation** sur lesquels les salariés pourraient exercer une saisine pour leur soumettre des projets créateurs d'emplois. Les projets ainsi retenus seraient financés sur les mêmes principes que ceux du pôle public financier.

Changer les missions de la BCE et de l'euro pour des objectifs de croissance, d'emploi, et non la priorité à la lutte contre l'inflation :

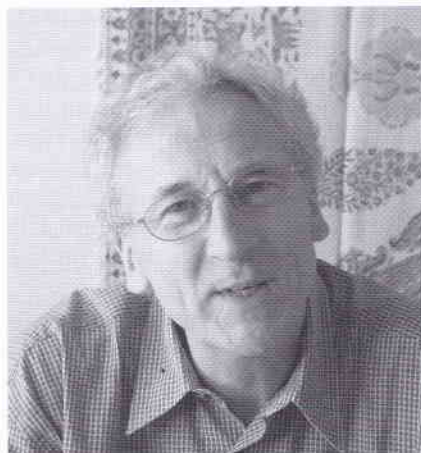
- La BCE doit changer les règles du **refinancement des banques** pour favoriser le nouveau crédit, avec des taux d'intérêt abaissés pour les investissements créateurs d'emplois. Cela implique son contrôle public démocratique.

- Une **autre utilisation du pouvoir de création monétaire de la BCE.** Celle-ci vient d'accorder 1 000 milliards d'euros à 800 banques européennes mais faute de critères sur leur utilisation, cela ne fait qu'inciter les banques à la spéculation.

- À l'opposé de ces pratiques, la BCE doit favoriser une création monétaire pour, d'une part, développer sa prise de titres de dettes publiques européennes des États en difficultés et, d'autre part, pour une prise de titres de dette publique par la BCE pour le progrès social. Cela alimenterait un « Fonds européen de développement social et écologique », pour les services publics.

Après l'échec des multiples « plans de sortie de crise », après l'entrée en résistance des peuples du sud, après le refus sans précédent de la CES du dernier projet Merkel-Sarkozy, une interpellation forte de la France aux Européens à l'occasion des prochaines échéances électorales pourrait favoriser un mouvement européen de résistance et de luttes pour une nouvelle construction s'appuyant sur les solutions nouvelles et crédibles.

Le vote « Front de gauche » au premier tour de la présidentielle est le vote utile à gauche. Plus il sera important, et plus les contradictions entre promesses sociales et moyens financiers pour battre N. Sarkozy pourront être levées. Mais aussi pour réussir après lui avec le plus grand nombre d'élus notamment du PCF. ■



Alain Morin

Parce que même les meilleures choses ont une fin, après 10 années de «bons et loyaux services», j'ai pris la décision d'une retraite méritée.

Et si, pour ma part, je ne suis pas venu vous dire que je m'en vais aux vents mauvais, je passe quand même le relais de rédacteur en chef de la revue à Frédéric Rauch.

Bienvenue à toi, Frédéric.

